



FRANÇOIS SCHOCH.
«Au final, ce qui compte, c'est que le Conseil d'Etat ait accepté de nous rencontrer.»

Fiscalité: les PME se rebellent

François Schoch, patron de First Industries, est irrité par l'attitude des autorités vaudoises en matière de fiscalité. Il monte au créneau: le canton doit aussi aider les PME locales.

YVES STEINER

Dans le patronat industriel vaudois, des voix s'agacent face à l'ampleur des exonérations fiscales allouées à des multinationales. Rares sont ces dirigeants à le faire publiquement. François Schoch a choisi de franchir le pas. Sa voix compte. Fondateur et directeur de First Industries, il a été le président du Conseil économique du canton de Vaud jusqu'en 2011. Pour lui, en ces temps de crise, l'industrie régionale doit aussi profiter de l'aide publique. Quitte à briser un dogme libéral bien établi et qui veut que l'Etat n'intervienne pas.

Pourquoi avez-vous choisi de critiquer les exonérations fiscales vaudoises?

Car il y a double discours. D'un côté, des voix libérales

refusent les aides directes à l'industrie. Distorsions de concurrence. De l'autre côté, ces mêmes libéraux allouent des exonérations aux multinationales. Une exonération est une aide directe de l'Etat. Cela revient à prêter aux riches en leur disant: «Vous avez de l'argent, vous faites des bénéfices, gardez-les!» On ne peut pas avoir un discours politique et agir à l'opposé!

On vous sent irrité...

Je ne comprends pas qu'une entreprise qui gagne de l'argent ne paie pas d'impôt. Sauf si cet impôt est confiscatoire et qu'il met en danger la vie de cette société. Mais ici, on est très loin d'une telle situation!

Reste que, si l'on prend le cas médiatique de Vale, il a versé plus de 200 millions de francs à la Confédération et au canton.

C'est vrai, ce n'est pas rien. Mais le problème reste entier.

C'est-à-dire?

C'est une question de proportionnalité. Ce groupe minier fait des dizaines de milliards de bénéfice pour ne payer qu'une fraction d'impôt. Vaud a accepté ce deal, mais à quel prix le canton s'est-il vendu pour avoir Vale à Saint-Prex! Certes, il y a des contre-exemples, comme Medtronic. Ils sont là depuis longtemps, ont formé des gens et, en pleine crise, ont créé de l'emploi. Ici aussi, le rapport entre exonérations et jobs créés serait intéressant à connaître.

Une étude sur l'impact réel de cette politique fiscale sur l'emploi serait donc utile?

Oui, soyez sûrs que beaucoup de patrons se posent ces questions autour de moi.

Aujourd'hui, votre groupe emploie près d'une centaine de personnes pour un chiffre d'affaires de 13 millions de francs.

Quelle est votre force?

Notre intégration! Depuis son démarrage en mai 2005, First Industries a intégré des unités de production avec comme but de conserver des savoirs industriels et l'emploi dans le canton.

Dans quels domaines?

Sur notre site de Mex, nous exploitons l'une des deux fonderies de précision de Suisse. Elle est associée à un atelier mécanique. Sur nos deux sites de Crissier, nous sommes également actifs dans le traitement de surface pour protéger des pièces métalliques.

Certains achètent une entreprise. Vous, vous en avez acheté plusieurs.

C'était évident! Il y avait des boîtes qui avaient des compétences de première qualité, avec un gros défaut: le manque de savoir-faire commercial et marketing. Là, je pouvais apporter quelque chose.

Pour quel coût?

Pour les achats des entreprises et le capital de départ, 4,5 millions. Depuis, avec mes associés, nous avons encore investi 9 millions dans les outils de production.

Quelle est votre clientèle?

L'industrie des machines. Nous avons des clients-phares comme Bobst, Tornos ou Sécheron, et aussi leur réseau de sous-traitants. C'est large. Rien que mes entreprises de traitement de surface travaillent avec plus de 500 clients!

Vous avez aussi un lien particulier avec Bobst...

Oui, nous avons négocié avec Bobst la reprise de leur activité de traitement de surface. Nous avons démarré début 2009 après un investissement de 3 millions.

De plus, Bobst avait un fournisseur de pièces stratégiques, une fonderie à Aubonne. Elle était au bord de la faillite et ne leur donnait pas satisfaction. Au lieu de l'acquérir, Bobst nous a proposé un partenariat si nous la rachetions pour l'intégrer dans First Industries. Nous l'avons fait. Bobst représente ainsi près de 30% de notre chiffre d'affaires. S'ils toussent, on s'enrhume.

Bobst a connu des moments difficiles, vous aussi?

Oui. En 2010, nous avons fait 100 000 francs de bénéfices sur le groupe. L'an dernier, nous avons subi une perte de 700 000 francs.

Et pour 2012?

La situation reste très dure, avec déjà huit licenciements. Nos chiffres sont en hausse par rapport aux premiers mois de 2012, mais sans que cela impacte positivement la trésorerie. Le signal positif est faible, néanmoins il existe.

Avez-vous reçu jusqu'ici des aides publiques?

Pour lutter contre la crise, non. Pour notre démarrage et la formation, oui.

De quels types et combien?

A la fondation de First Industries, l'Etat a considéré qu'il s'agissait de la création d'emplois d'où une aide de 30 000 francs par an sur trois années. Puis, le canton a participé à la formation de notre personnel à différents moments pour 170 000 francs. En gros, nous avons touché un quart de million de francs sur sept ans, mais jamais d'aide directe.

Ce que vous déplorez?

Légalement, le politique s'est mal pris. Politiquement, tout reste à faire. Nous avons d'ail-

leurs interpellé le Conseil d'Etat (*lire l'encadré ci-dessous*).

Pour quelles raisons au juste?

Nous avons décidé de prendre le canton au mot. En novembre, il disait vouloir affecter 75 millions comme soutien au secteur industriel. Bobst et son centre de formation ont bénéficié d'une première tranche de 12 millions. Une seconde tranche de 25 millions a été attribuée à InnoVaud. Un projet de soutien aux PME qui, me semble-t-il, sort du cadre que le Conseil d'Etat s'était fixé, c'est-à-dire le soutien de l'industrie. Nous demandons le solde de cet argent via des aides directes. Il est temps que l'Etat aide nos industries.

38 millions, c'est beaucoup d'argent pour huit entreprises...

Nous représentons beaucoup d'emplois: 704 pour être précis! A nous seuls, nous avons investi plus de 121 millions de francs qui ont permis de conserver ou de créer 449 emplois. Ce n'est pas rien.

Etsurtout, nous ne voulons pas cet argent pour nos seules entreprises, mais pour tout le secteur industriel!

Pourquoi alors ne pas être passé par les canaux usuels du patronat, soit le Central patronal et la Chambre vaudoise de commerce et d'industrie?

Vous les avez déjà entendus parler d'aides directes? Idéologiquement parlant, nous sommes en dehors de leur vision du monde, peut-être parce que nous sommes en prise avec le terrain... Au final, ce qui compte, c'est que le Conseil d'Etat ait accepté de nous rencontrer.

Et comment a-t-il reçu vos doléances?

Depuis le printemps, nous avons eu plusieurs entretiens, tous confidentiels, avec le chef du Département de l'économie. Je ne veux donc pas m'exprimer sur le contenu. La seule chose que je puisse dire c'est que nous attendons sa réponse avant l'été. Car le temps presse.

Un nouveau lobby pour forcer le canton à tenir ses promesses

La démarche est peu commune. Huit patrons de la moyenne industrie vaudoise ont décidé de s'adresser directement au Conseil d'Etat vaudois en mars 2012. Outre les initiateurs Bernold Richerzhagen, directeur de Synova, et François Schoch, on trouve les dirigeants de Claval Europe, Ginnox, Heraeus Medical Components, Maillefer, Produits dentaires et Sapal. Avec ce message: si l'Etat n'intervient pas avec des aides directes, alors la situation économique de ces entreprises pourrait conduire à des fermetures

de ligne de production ou des délocalisations. Des entreprises qui comptent des centaines de salariés. Et si elles interviennent dans le débat, c'est que l'Etat de Vaud a déclaré vouloir mettre 75 millions de francs pour soutenir l'industrie. Bernold Richerzhagen et François Schoch, qui songent à pérenniser leur initiative sous la forme d'une association, veulent donc leur part du gâteau. «Je suis furieux de l'attitude du canton. Cela fait quatre ans que nous attendons des actes du Département de l'économie.

Depuis des mois, nos propositions sont sur la table, critique Yves Defferrard, syndicaliste chez UNIA. Nous avons un projet de création d'un fonds de crise ou, autre idée, une Centrale d'achats pour l'industrie. Et les services cantonaux traînent les pieds.» Et comment réagit-il à l'initiative de Bernold Richerzhagen et François Schoch? «Sur le fond, leur démarche est complémentaire. Surtout, je suis heureux que des patrons appellent à des aides directes pour l'industrie. C'est assez rare pour le souligner.» ■